

10 janv. — Décision n° 33-MFEP-F portant autorisation de paiement d'une somme à la société des télécommunications radioélectriques et téléphoniques (TRT) à Paris	89
10 janv. — Arrêté n° 5-MFEP-CR portant concession d'une pension de retraite à M. Batokobagnan Etienne	90
17 janv. — Arrêté n° 7-MFEP modifiant le taux des allocations accordées aux élèves infirmiers par arrêté n° 188-VP-MFEP-MF du 16 avril 1964	89
19 janv. — Décision n° 58-MFEP-F portant autorisation de paiement d'une somme au conseil africain et malgache pour l'enseignement supérieur (CAMES) à Ouagadougou (Haute-Volta)	89
19 janv. — Arrêté n° 8-MFEP-CR portant concession d'une pension de retraite à M. Gnavo Martin ..	90
19 janv. — Arrêté n° 9-MFEP-CR portant concession d'une pension de retraite à M. Djanado Kodjo Georges	90
20 janv. — Décision n° 60-MFEP-F portant autorisation de mandatement d'une somme au trésorier-payeur	89
20 janv. — Décision n° 65-MFEP-DFF portant autorisation de paiement d'une somme à la société J. W. Wilson & Co Ltd PO Box 5381 à Accra (Ghana)	90
20 janv. — Décision n° 66-MFEP-DFF portant autorisation de virement d'une somme à M. J.P. Barry-Bothe (conseil de direction) à Bruxelles (Belgique)	90
20 janv. — Décision n° 67-MFEP-DFF portant autorisation de paiement d'une somme à l'office national togolais du tourisme à Lomé	90
24 janv. — Arrêté n° 11-MFEP-CR portant concession d'une pension de retraite à M. Tchibozo Hounssou François	90
24 janv. — Arrêté n° 12-MFEP-CR portant concession d'une pension de retraite à M. Akovi Pierre ..	91
24 janv. — Arrêté n° 13-MFEP-CR portant concession d'une pension de retraite à M. Akodjekpo Dos-sou Florentin	91
24 janv. — Arrêté n° 14-MFEP-CR portant concession d'une pension de retraite à M. Kekeh Sogodzo H. K. Ernest	91
24 janv. — Arrêté n° 15-MFEP-CR portant suspension de droit au bénéfice des allocations familiales à M. Ajavon Fabien	91
24 janv. — Arrêté n° 16-MFEP-CR portant concession d'une pension de retraite à M. Gnamba Daniel ..	91
Décision portant nomination	92

MINISTERE DU COMMERCE, DE L'INDUSTRIE ET DU TOURISME 1972

11 janv. — Arrêté interministériel n° 1-MCIT-MTP portant fixation du prix de vente du cut-back	92
Arrêtés portant nominations	92

MINISTERE DU TRAVAIL, DES AFFAIRES SOCIALES ET DE LA FONCTION PUBLIQUE

Arrêtés et décisions portant admission dans divers corps de la fonction publique, titularisation, régularisation de situation administrative, passages automatiques d'échelon, octroi de brevets de l'école nationale d'administration, engagements, changement d'emploi, admission, classement, licenciements, rectificatif et additifs à de précédents arrêtés et décisions portant détachement et engagements	92
--	----

MINISTERE DES TRAVAUX PUBLICS, DES MINES, DES TRANSPORTS, DES POSTES ET TELECOMMUNICATIONS 1972

19 janv. — Arrêté n° 3-MTP-AC établissant procédures d'approche aux instruments pour l'aérodrome de Lomé	100
--	-----

DIVERS

PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE

Arrêtés portant renouvellement et attribution de bourses d'études supérieures en Belgique et octroi d'aides scolaires	105
---	-----

MINISTERE DE L'INTERIEUR

Décisions portant nomination de secrétaires de chef de canton	105
---	-----

MINISTERE DES FINANCES, DE L'ECONOMIE ET DU PLAN 1972

19 janv. — Arrêté n° 10-MFEP portant création d'une caisse d'avance pour les menues dépenses de la revue « Espoir de la Nation Togolaise » ..	106
Décisions portant octroi d'allocations scolaires	106

MINISTERE DES TRAVAUX PUBLICS, DES MINES, DES TRANSPORTS, DES POSTES ET TELECOMMUNICATIONS 1972

19 janv. — Arrêté n° 2-MTP-DMG autorisant la compagnie togolaise des mines du Bénin à occuper temporairement des terrains nécessaires au déroulement de l'exploitation des phosphates	107
---	-----

PARTIE NON OFFICIELLE

AVIS, COMMUNICATIONS ET ANNONCES

Liste des médecins, pharmaciens, chirurgiens-dentistes et médecins-vétérinaires en activité au Togo — 1971-1972	108
Avis d'appel d'offres (Construction à Lomé d'un centre national de formation sociale)	107
Conservation de la propriété foncière (Avis de bornage)	109
Avis de perte de titres fonciers	111
Récépissé de déclaration d'association (Solidarité de Tokoin Nord-Ouest)	111
Récépissé de déclaration d'association (La Franchise)	112
Avis nécrologiques	112

PARTIE OFFICIELLE

ACTES DU GOUVERNEMENT DE LA REPUBLIQUE TOGOLAISE

LOIS, DECRETS, ORDONNANCES, ARRETES ET DECISIONS

ORDONNANCES

ORDONNANCE N° 52 du 29-12-71 portant modification de l'ordonnance n° 33 du 30 décembre 1970 portant loi de finances pour l'exercice 1971 (1^{er} collectif).

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,
Vu l'ordonnance n° 33 du 30 décembre 1970 portant loi de finances pour l'exercice 1970 ;
Sur proposition du ministre des finances, de l'économie et du plan ;
Le conseil des ministres entendu,

ORDONNE :

Article premier — Les ressources affectées au budget général, exercice 1971, sont augmentées de 1.723.178.000 francs conformément au développement qui en est donné à l'état A annexé à la présente ordonnance.

Art. 2 — Les ressources affectées au budget d'investissement gestion 1971, sont augmentées de 1.406.642.000 francs conformément au développement qui en est donné à l'état J annexé à la présente ordonnance.

Art. 3 — Le plafond des crédits applicables au budget général, exercice 1971, est augmenté de 443.336.000 francs conformément à la répartition qui en est donnée à l'état B annexé à la présente ordonnance.

Art. 4 — Le plafond des crédits de paiement applicables au budget d'investissement, gestion 1971, est augmenté de 1.406.642.000 francs conformément à l'état K annexé à la présente ordonnance.

Art. 5 — Le résultat des opérations du budget général pour l'exercice 1971 est évalué comme suit :

Recettes : 10.000.054.000 + 1.723.178.000 = 11.723.232.000 frs.
Dépenses : 10.000.045.000 + 1.723.178.000 = 11.723.232.000 frs.

Art. 6 — Le résultat des opérations du budget d'investissement pour la gestion 1971 est évalué comme suit :

Recettes : 1.355.000.000 + 1.391.642.000 = 2.746.642.000 frs.
Dépenses : 1.355.000.000 + 1.391.642.000 = 2.746.642.000 frs.

Art. 7 — La présente ordonnance sera exécutée comme loi de la République togolaise.

Lomé, le 29 décembre 1971
Gal E. G. Eyadéma

ETAT A

Budget Général « Recettes » (en milliers de francs) Ex. 1971.

Ligne	RECETTES	PREVISIONS				Origine des Crédits
		Initiales	En +	En -	Remanées	
	§ 1 -- IMPOTS					71/2
	A) Produits des contributions directes					
1	Impôts sur les bénéfices industriels agricoles et commerciaux	1.470.000		123.558	1.336.442	
2	Taxe progressive sur les traitements — salaires	405.000	2.085		407.085	
3	Impôts sur les bénéfices non commerciaux	7.000		1.361	5.639	
4	Impôt général sur le revenu	18.000	5.971		23.971	
5	Patentes et licences	14.000	713		14.713	
6	Majoration de 10 % pour paiement tardif	4.000	—	—	4.000	
7	Recettes des exercices antérieurs (lignes 1 à 6)	P.M.	20.000		20.000	
	Total du § 1 A	1.918.000	28.769	124.919	1.821.850	
	B) Produits des contributions indirectes					
	a) Produits liquidés par l'administration des douanes					
8	Droits d'importation	2.100.000	300.000		2.400.000	
9	Droits d'exportation	615.000	345.000		960.000	
10	Taxe forfaitaire représentative de la taxe sur les transactions — TFRTT — Importation	2.050.000	350.000		2.400.000	
11	Taxe forfaitaire représentative de la taxe sur les transactions — TFRTT — Exportation	415.000	145.000		560.000	
12	Taxe de recherche et de conditionnement	45.000	25.000		70.000	
13	Taxe de timbre douanier	200.000	40.000		240.000	
14	Amendes confiscations et ventes	10.000	8.000		18.000	
15	Surtaxe sur les boissons alcooliques	70.000	30.000		100.000	
16	Taxe de statistique	433.000	—		433.000	
17	Taxe de transit	2.000		1.000	1.000	
18	Taxe au profit du fonds routier	160.000	8.000		168.000	
19	Recettes des exercices antérieurs (lignes 20 à 21)	P.M.	23.000		23.000	
	Total du § 1 — B-a	6.100.000	1.274.000	1.000	7.373.000	
	b) Autres contributions indirectes					
20	Taxes sur les transactions	425.000	91.098		516.098	
21	Vignettes des transporteurs publics	46.000	3.647		49.647	
22	Recettes des exercices antérieurs (lignes 20 à 21)	P.M.	55.000		55.000	
	Total du § B-b	471.000	149.745		620.745	
	Total du B. —	6.571.000	1.423.745	1.000	7.993.745	
	C — Droits d'enregistrement					
23	Droit d'enregistrement	90.000	39.592		129.592	
24	Droit d'immatriculation	3.000		296	2.704	
25	Droit de timbre	50.000	5.927		55.927	
26	Recettes du service topographique	1.500		909	591	
27	Impôt sur le revenu des valeurs mobilières	223.000		29.069	193.931	
28	Recettes des exercices antérieurs (lignes 23 à 27)	P.M.	9.000		9.000	
	Total du C. —	367.500	54.519	31.274	390.745	
	RECAPITULATION DU PARAGRAPHE I					
	A — Produits des contributions directes	1.918.000	28.769	124.919	1.821.850	
	B — Produits des contributions indirectes	6.571.000	1.423.745	1.000	7.993.745	
	C — Droits d'enregistrement	367.500	54.519	31.274	390.745	
	Total du § I.	8.856.500	1.507.033	157.193	10.206.340	
	RUBRIQUES					
29	§ II — Produits des exploitations industrielles et des services					
29	Recettes des postes et télécommunications					
	a) Produits vrais de taxes des correspondances postales	110.000	8.705		118.705	
	b) Taxe sur les mandats-poste	18.000		1.292	16.708	
	c) Produits de télégraphie intérieure	30.000	3.000		33.000	
	d) Produits de téléphone et télex	185.000	8.179		193.179	
	e) Recettes diverses et accidentelles, fournitures	19.000		1.925	17.075	
	f) Taxes sur les colis postaux	15.000		473	14.527	
	g) Produits des correspondances en franchise	15.000			15.000	
	h) Taxe sur les récepteurs radios	500		334	166	
	i) Produits de la télégraphie extérieure	15.000	16.994		32.494	
	j) Déséquilibre postal	2.000			2.000	
	Total de la ligne 29	410.000	36.878	4.024	442.854	

Ligne	RUBRIQUES	PREVISIONS				Origine des Crédits
		Initiales	En +	En -	Remanées	
						71/2
30	Recettes de la télédiffusion	1.116			1.116	
31	Recettes du service des travaux publics	150			150	
32	Recettes du service des affaires sociales	3.500			3.500	
33	Recettes du service du conditionnement	810	390		1.200	
34	Recettes du service de l'élevage	2.200	300		2.500	
35	Recettes du service des pêches	20.000		10.000	10.000	
36	Recettes des établissements hospitaliers	4.000		1.000	3.000	
37	Vente des produits pharmaceutiques par les formations sanitaires	P.M.			P.M.	
38	Recettes du service de l'information	410	990		1.400	
39	Recettes du service de l'agriculture	P.M.			P.M.	
40	Recettes des brigades des travailleurs du mouvement de jeunesse pionnière agricole	P.M.	2.000		2.000	
41	Recettes des services de l'éducation nationale			5.000		
42	Recettes du service de la statistique	13.000		2.550	8.000	
43	Ordre du Mono	3.550			1.000	
44	Recettes du service des assurances	100			100	
45	Recettes des services judiciaires	2.500	150		2.500	
46	Produits du port autonome de Lomé	P.M.			150	
47	Produits de la loterie nationale	125.000		1.306	123.694	
48	Recettes des exercices antérieurs (lignes 29 à 47)	20.000	10.000		30.000	
		P.M.	8.000		8.000	
	Total lignes 30 à 48	196.336	21.830	19.856	198.310	
	Total du § II	606.336	58.708	23.880	641.164	
	RECETTES					
	Paragraphe 3 — Revenu du domaine					
49	Droit d'occupation					
	a) Domaine public occupation par la CTMB	502			502	
	b) Domaine public (pompes à essence)	—	135		135	
	c) Redevances superficielles sur concessions minières	545			545	
	d) Extraction des carrières	2.575			2.575	
	Total de la ligne 49	3.622	135		3.757	
50	Loyers d'immeubles et retenues de logement					
	a) Loyers d'immeubles	6.000		4.999	1.001	
	b) Retenues de logement	11.000		983	10.017	
	Total de la ligne 50	17.000		5.982	11.018	
51	Revenus du domaine forestier					
	a) Redevances pour permis de coupe	2.000	1.500		3.500	
	b) Produits de vente de bois de feu	20			20	
	c) Amendes forestières	1.500			1.500	
	d) Permis de chasse	500		350	150	
	e) Exploitation en régie, ventes et cessions de produits forestiers	—	2.700		2.700	
	Total de la ligne 51	4.000	4.220	350	7.870	
52	Domaines miniers — redevances minières					
	a) Taxe proportionnelle	39.000		12.000	27.000	
	b) Redevances d'embarquement des phosphates	8.500			8.500	
	c) Redevances de débarquement de produits pétroliers hydrocarbures	1.320	380		1.700	
	d) Redevances de débarquement autres produits	P.M.			P.M.	
	Total de la ligne 52	48.820	380	12.000	37.200	
53	Produits de l'aliénation du domaine mobilier et immobilier	3.500	1.500		5.000	
54	Recettes des exercices antérieurs (lignes 49 à 53)	P.M.	5.000		5.000	
	Total du § III : Revenus du domaine	76.942	11.235	18.332	69.845	
	§ IV — Produits divers					
	A — Taxes diverses et taxes pour services rendus					
55	Taxe sur les armes à feu	1.000	527		1.527	
56	Taxe sur les véhicules automobiles des particuliers	43.000	8.972		51.972	
57	Taxe sur les bicyclettes	3.000		155	2.845	
58	Taxe sur les permis de conduire et visites techniques	18.140	1.860		20.000	
59	Redevances pour frais de contrôle des établissements dangereux et insalubres	3.394			3.394	
60	Droits de pêche en rivière des pêcheurs étrangers	P.M.			P.M.	
	Total A.	68.534	11.359	155	79.738	

Ligne	RECETTES	PREVISIONS				Origine des Crédits
		Initiales	En +	En -	Remaniées	
	B — Autres produits divers					71/2
61	Remises et droits sur crédits d'enlèvement	23.000	—	—	23.000	
62	Produits divers et accidentels :					
	a) Prélèvement temporaire sur soldes — salaires	8.000	15.000	—	23.000	
63	b) Divers	3.000	—	1.300	1.700	
64	Amendes et condamnations judiciaires	52.742	—	742	52.000	
65	Contributions et subventions					
66	Remboursement par les agents de l'Etat des frais d'hospitalisation lors des formations sanitaires	5.000	—	4.055	945	
67	Remboursement divers (prêts — avances)	P.M.	3.500	—	3.500	
	Recettes des exercices antérieurs (lignes 55 à 66)	P.M.	22.000	—	22.000	
	Total B.	91.742	40.500	6.097	126.145	
	Total du § IV — Produits divers	160.276	51.859	6.252	205.883	
	§ V — Recettes d'ordre					
68	Régularisation des avances consenties aux régisseurs	P.M.	—	—	P.M.	
69	Recettes d'ordre	P.M.	—	—	P.M.	
	§ VI — Produits des participations de l'Etat					
70	Produits des participations financières de l'Etat	300.000	50.000	—	350.000	
	§ VII — Recettes extraordinaires					
71	Recettes extraordinaires affectées à la couverture des dépenses de fonctionnement	P.M.	—	—	P.M.	
72	Reliquat exercice 1970.	—	250.000	—	250.000	
	Total des § VI et VII	300.000	300.000	—	600.000	
	TOTAL GENERAL	10.000.954	1.928.835	205.657	11.723.232	
			1.723.178			

ETAT B

Budget général

« Dépenses » exercice 1971 (en milliers de francs)

Imputation		Rubriques	PREVISIONS				Origine des Crédits
Chap.	Art.		Initiales	En +	En -	Remaniées	
1		Dettes publique et viagère					71/2
	9	Amortissement et intérêts des contrats Philips pour la modernisation et l'extension du réseau téléphonique togolais	39.015	5.055	—	44.070	
	15	Prévision pour paiement des dépenses diverses et imprévues de la dette publique.	632	2.163	—	2.795	
			39.647	7.218	—	46.865	
3		Assemblée Nationale					
	1	Indemnités parlementaires	40.000	—	35.000	5.000	
			40.000	—	35.000	5.000	
6		Présidence de la République (personne)					
	1	Président	12.192	925	—	13.117	
	2	Cabinet :					
		§ 1. Cabinet et secrétariat particulier	14.919	1.200	—	16.119	
		§ 2. Cabinet juridique	283	27	—	310	
	4	Secrétariat général de la Présidence et du conseil des ministres	3.752	300	—	4.052	
	5	Cabinet du ministre-délégué à la Présidence de la République	2.711	220	—	2.931	
	6	Grande chancellerie	1.196	107	—	1.303	
	7	Institut national de recherches scientifiques	7.548	670	—	8.218	
	8	Haut-commissariat à la jeunesse, aux sports et à la culture	26.132	2.400	—	28.532	
			68.733	5.849	—	74.582	

Imputation		RUBRIQUES	PREVISIONS				Origine des Crédits
Chap.	Art.		Initiales	En +	En -	Remaniées	
7		Présidence de la République (matériel)					71/2
"	1	Hôtel du Président	15.500	2.330		17.830	
"	2	Cabinet du Président et services	6.500	4.000		10.500	
			22.000	6.330		28.330	
8		Ministère des Finances, de l'Economie et du Plan (personnel)					
"	1	Indemnités ministérielles	3.277	97		3.374	
"	2	Cabinet :					
"		§ 1. Section finances et économie	12.799	1.100		13.899	
"		§ 2. Section plan.	4.051	380		4.431	
"	4	Direction de l'économie	7.698	680		8.378	
"	5	Direction du budget & contrôle financier	17.246	1.300		18.546	
"	6	Service du matériel	11.921	1.100		13.021	
"	7	Garage administratif	27.302	2.400		29.702	
"	8	Direction des finances	50.586	4.300		54.886	
"	9	Agences spéciales	22.206	1.900		24.106	
"	10	Direction des douanes	140.520	10.100		150.620	
"	11	Administration des impôts	29.141	2.000		31.141	
"	12	Enregistrement — domaine — timbres	11.999	820		12.819	
"	13	Service topographique	21.776	1.800		23.576	
"	14	Service du trésor	40.791	3.100		43.891	
"	15	Inspection mobile	15.507	1.300		16.807	
"	16	Direction des assurances	3.805	340		4.145	
"	17	Direction des études et du plan	19.219	1.700		20.919	
"	18	Service du financement de programmes	8.770	750		9.520	
"	19	Planification de l'emploi	3.815	330		4.145	
"	20	Direction de la statistique	38.616	3.240		41.856	
			491.045	38.737		529.782	
		Ministère des Finances, de l'Economie et du Plan (matériel)					
9	2	Cabinet :					
		§ 1. Section finances et économie	3.347	800		4.147	
		§ 2. Section plan.	—	—		—	
			3.347	800		4.147	
10		Ministère de la Défense Nationale (personnel)					
10	1	Ministre de la défense nationale	P.M.				
10	2	Etat-Major	P.M.				
10	3	Indemnités de déplacements et missions	9.700	—		9.700	
10	4	Traitement des personnels militaires	638.000	26.900		664.900	
10	5	Traitement des personnels civils	10.900	920		11.820	
10	6	Frais de transports	5.300	1.500		6.800	
10	7	Frais d'hospitalisation	1.200	1.000		2.200	
10	8	Stages	8.900	—		8.900	
			674.000	30.320		704.320	
11		Ministère de la Défense Nationale (matériel)					
11	3	Eau et électricité	9.800	1.000		10.800	
11	5	Réparations civiles	1.800		1.000	800	
11	7	Habillage - couchage - campement - ameublement	46.300	6.000		52.300	
11	13	Fonctionnement du garage central de l'armée	17.000	1.000		18.000	
11	14	Fonctionnement des autres ateliers	4.400	1.000		5.400	
11	15	Achat de petits matériels et fonctionnement de l'infirmerie de garnison	5.900	2.000		7.900	
11	16	Fonctionnement de l'escadrille nationale	20.500	1.000		21.500	
11	17	Fonctionnement de la gendarmerie nationale	14.600	7.500		22.100	
11	18	Alimentation de la troupe	5.000	500		5.500	
11	19	Masse d'entretien et de dépenses diverses	3.050	500		3.550	
			128.350	20.500	1.000	147.850	
12		Affaires Etrangères (personnel)					
12	1	Ministre et personnel d'hôtel	3.067	130		3.197	
12	2	Cabinet	35.317	3.000		38.317	
12	4	Ambassade du Togo à Paris	32.034	1.300		33.334	
12	5	Ambassade du Togo à Bruxelles	25.709	1.000		26.709	
12	6	Ambassade du Togo à Washington-Ottawa	27.171	1.500		28.671	
12	7	Ambassade du Togo à Bonn	33.992	1.200		35.192	
12	8	Ambassade du Togo à Lagos	7.289	300		7.589	
12	9	Ambassade du Togo à Accra	12.499	580		13.079	
12	10	Ambassade du Togo à Kinshasa	12.828	390		13.218	
12	11	Ambassade du Togo à New-York	23.561	1.200		24.761	
			213.467	10.600		224.067	

Imputation		RUBRIQUES	PREVISIONS				Origine des Crédits
Chap.	Art.		Initiales	En +	En -	Remaniées	
		Affaires Etrangères (matériel)					71/2
13	4	Ambassade du Togo à Paris	16.176	6.625		22.801	
13	11	Ambassade du Togo à New-York	13.123	612		13.636	
			29.299	7.137		36.436	
		MINISTERE DE L'INTERIEUR (personnel)					
14	1	Ministre	2.814	51		2.865	
14	2	Cabinet	4.486	380		4.866	
14	4	Secrétariat général	8.342	690		9.032	
14	5	Commandement :					
		§ 1a. Régions	17.279		17.279		
		§ 1b. Inspection et circonscriptions ..	74.980	4.500		79.480	
		§ 2. Secrétaires des conseils	7.814	650		8.464	
		§ 3. Gardiens de circonscriptions	111.002	5.700		116.702	
14	6	Chefferies	45.384		7.500	37.884	
14	7	Service de sécurité et police	221.944	9.198		231.142	
			494.045	21.169	24.779	490.435	
		MINISTERE DE L'INTERIEUR (matériel)					
15	2	Cabinet et école de police	670	100		770	
	3	Secrétariat général	2.450	1.280		3.730	
			3.120	1.380		4.500	
		MINISTERE DE LA JUSTICE (personnel)					
16	1	Ministre	2.661	47		2.708	
16	2	Cabinet	7.264	590		7.854	
16	4	Cour d'appel	6.859	570		7.429	
16	5	Tribunal de droit moderne	43.820	800		44.620	
16	6	Tribunaux coutumiers	33.210	2.800		36.010	
16	7	Tribunal administratif	407	40		447	
			94.221	4.847		99.068	
		MINISTERE DES TRAVAUX PUBLICS, MINES, TRANSPORTS, POSTES ET TELECOMMUNICATIONS (personnel)					
18	1	Ministre	2.804	50		2.854	
18	2	Cabinet	10.383	820		11.203	
18	4	Direction des mines et bureau national des recherches minières	18.105	1.510		19.615	
18	5	Service des Postes et télécommunications ..	138.544	10.100		148.644	
18	6	Service des travaux publics	161.466	9.100		170.566	
18	7	Service des transports routiers	16.088	1.100		17.188	
18	8	Direction de la météorologie nationale	1.685	139		1.824	
18	9	Direction de l'aviation civile	1.685	360		2.045	
			390.740	23.179		413.919	
		TRAVAUX PUBLICS, MINES, TRANSPORTS, POSTES ET TELECOMMUNICATIONS (mat.)					
19	4	Services des postes et télécommunications ..	76.925	1.101		78.026	
			76.925	1.101		78.026	
		MINISTERE DE L'ECONOMIE RURALE					
20	1	Ministre	3.204	90		3.294	
—	2	Cabinet	13.453	1.000		14.453	
—	3	Indemnités de déplacements et missions ..	10.886	1.000		11.886	
—	4	Direction du contrôle administratif et financier	93.343	5.330		98.673	
—	5	Direction générale de l'économie	4.084	360		4.444	
—	6	Services des enquêtes statistiques agricoles ..	7.813	700		8.513	
—	7	Service du personnel, de la comptabilité et du secrétariat	3.003	250		3.253	
—	8	Service de la documentation technique	1.528	130		1.658	
—	9	Direction de l'agriculture, de la coopération de la mutualité et du crédit	60.701	3.320		64.021	
—	10	Direction de l'élevage et des industries animales	52.293	3.420		55.713	
—	11	Eaux, forêts et chasses	69.398	1.910		71.308	
—	12	Service du conditionnement	41.634	3.310		44.944	
—	13	Service des pêches	30.035	2.710		32.745	
—	14	Service de l'enseignement et de la formation pour le développement rural	60.135	5.130		65.265	
—	15	Direction du génie rural	16.117	1.500		17.617	
—	16	Institut polyvalent de recherches de l'économie rurale	28.012	2.550		30.562	
			495.639	32.710		528.349	

Imputation		Rubriques	PREVISIONS				Origine des Crédits
Chap.	Art.		Initiales	En +	En -	Remaniées	
21		ECONOMIE RURALE					71/2
	13	Service de l'enseignement et de la formation pour le développement rural	27.337	260		27.597	
			27.337	260		27.597	
22		MINISTERE DE LA SANTE PUBLIQUE					
22	1	Ministre	2.804	50		2.854	
	2	Cabinet	7.384	570		7.954	
	4	Direction générale de la santé	12.433	1.000		13.433	
	5	Assistance médicale	364.614	21.400		386.014	
	6	Service d'hygiène	13.004	1.000		14.004	
	7	Service de santé de base	42.808	3.820		46.628	
	8	Divers plans d'opérations	63.190	1.726		64.916	
	9	Inspection des écoles sanitaires	2.773	234		3.007	
	10	Ecoles nationales des infirmiers et sages-femmes	10.793	1.004		11.797	
	11	Institut national d'hygiène	8.417	770		9.187	
			528.220	31.574		559.794	
24		MINISTERE DU TRAVAIL, DES AFFAIRES SOCIALES ET DE LA FONCTION PUBLIQUE					
24	1	Hôtel du ministre	2.564	50		2.614	
	2	Cabinet et hôtel des 4 ministères	10.370	907		11.277	
	4	Direction de la fonction publique	10.950	987		11.937	
	5	Direction générale du travail et de la main-d'œuvre	16.698	1.314		18.012	
	6	Affaires sociales	76.283	4.198		80.481	
	7	Ecole nationale d'administration	5.201	314		5.515	
	8	Centre national de formation sociale	8.996	692		9.688	
			131.062	8.462		139.524	
26		MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE (personnel)					
26	1	Ministre	2.804	50		2.854	
26	2	Cabinet	23.508	1.935		25.443	
26	4	Direction de l'enseignement et services	41.509	3.600		45.109	
26	5	Enseignement secondaire	148.606	4.236		152.842	
26	6	Cours complémentaires	101.800	8.958		110.758	
26	7	Enseignement primaire	731.018	50.880		781.898	
26	8	Enseignement technique	52.922	5.024		57.946	
26	9	Enseignement supérieur	37.218	10.275		47.523	
			1.139.415	84.958		1.224.373	
27		MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE (Matériel)					
27	7	Enseignement supérieur	3.056	906		3.962	
27	12	Planification scolaire	1.045	275		1.320	
27	13	Direction du service des Examens	2.607	1.900		4.507	
27	14	UNESCO	1.515	150		1.665	
27	16	E.N.S. Atakpamé	1.520	400		1.920	
27	19	Lycée de Palimé	2.625	900		3.525	
27	24	Cours complémentaires	9.475	1.000		10.475	
27	25	Enseignement primaire	20.885	190		21.075	
			42.728	5.721		48.449	
28		MINISTERE DE L'INFORMATION (personnel)					
28	1	Ministre	2.804	50		2.854	
28	2	Cabinet	4.969	375		5.344	
28	4	Service de la radiodiffusion	61.753	1.341		63.094	
28	5	Service de l'information	18.705	1.649		20.354	
			88.231	3.415		91.646	
30		MINISTERE DU COMMERCE, DE L'INDUSTRIE (personnel)					
30	1	Ministre	2.804	50		2.854	
	2	Cabinet	7.546	632		8.178	
	4	Direction du commerce	17.811	1.623		19.434	
	5	Direction de l'industrie	7.984	700		8.684	
	6	Centre national de promotion des petites et moyennes entreprises	5.080	450		5.539	
			41.225	3.464		44.689	

Imputation		Rubriques	PREVISIONS				Origine des Crédits
Chap.	Art.		Initiales	En +	En -	Remanées	
32		COURS SUPREME (personne)					71/2
	1	Présidence	500	50		550	
	2	Juridiction	10.869	850		11.749	
			11.369	930		12.299	
34	7	DEPENSES COMMUNES DE PERSONNEL					
		Dépenses d'exercice clos	P.M.	280		280	
			P.M.	280		280	
35	7	DEPENSES COMMUNES DE MATERIEL					
		Achat de mobilier pour logement de fonctionnaires	4.500	1.000		5.500	
	10	Achat de véhicules	25.000	580		25.580	
	11	Entretien de véhicules	25.000	25.119		50.119	
	12	Location immeubles	50.000	20.000		70.000	
	13	Réceptions personnalités officielles	5.495	500		5.995	
	14	Achat de drapeaux	750	500		1.250	
	15	Dépenses d'exercice clos	P.M.	7.378		7.378	
			110.745	55.077		165.822	
36	6	DEPENSES DIVERSES					
	8	Dépenses imprévues	8.000	8.096		16.096	
	11	Magasinage, transport et distribution de vivre	5.000	2.499		7.499	
		Dommage et intérêts versés aux tiers suite aux accidents de la circulation causés par les véhicules administratifs	5.000	2.908		7.908	
			18.000	13.503		31.503	
37		ENTRETIEN DES BATIMENTS ET GROSSES REPARATIONS					
	1	Entretien des bâtiments de la capitale	21.000	3.074		24.074	
	2	Entretien des bâtiments de circonscriptions	29.000	150		29.150	
	3	Aménagement et entretien des jardins et haies des logements	—	3.518		3.518	
			50.000	6.742		56.742	
39	2	CONTRIBUTIONS DIVERSES					
		Contributions aux budgets d'organismes togolais	221.000	14.382		235.382	
	3	Contributions au fonctionnement des organismes internationaux	172.258	8.633		180.891	
	4	Contributions togolaises à des travaux réalisés par divers organismes étrangers ou internationaux	127.523	6.809		134.332	
			520.781	29.824		550.605	
40		SUBVENTIONS					
	1	Subvention au budget annexe des CFT.	25.000	5.778		30.778	
	3	Subvention à diverses sociétés	6.120	2.400		8.520	
	8	Subvention au budget d'équipement	1.355.000	1.314.842		2.669.842	
			1.386.120	1.323.020		2.709.140	
41		BOURSES ET STAGES					
	1	Ministère de l'Education Nationale	199.382			199.382	
	8	Bourses de fonctionnaires à l'institut national des sports d'Abidjan	2.025	850		2.875	
			201.407	850		202.257	
42	2	SECOURS					
	5	Aide scolaire	3.500	1.500		5.000	
		Secours exceptionnels et reconstitution du cheptel en cas d'épizooties	2.500	2.500		5.000	
			6.000	4.000		10.000	
		Totaux	7.567.218	1.783.957	60.779	9.290.396	
				1.723.178			

ETAT J
Budget d'investissement — Recettes
Gestion 1971 (en milliers de francs)

Imputation					DESIGNATION DES RECETTES	PREVISIONS				Origine des Crédits
Titre	Chap.	Art.	Para.	Rub.		Initiales	En +	En -	Remaniées	
II	1			b	SUBVENTION DU BUDGET GENERAL					
					Subvention du budget général	1.355.000	1.314.842		2.669.842	1971/2
IV	1	1			EMPRUNTS					
					Caisse centrale de coopération économique		76.800		76.800	
					TOTAL DES RECETTES	1.355.000	1.391.642		2.746.642	

ETAT K
Budget d'investissement — Dépenses
Gestion 1971 (en milliers de francs)

Imputation					MINISTERES : OBJET DE DEPENSE	Autorisation de programme	Crédit de paiement				Gestion d'origine
Titre	Chap.	Art.	Para.	Rub.			Initial	En +	En -	Remanié	
					PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE						71/2
I	2	1	1	a	Exploitation de l'enquête démographique et du recensement	2.000	—	2.000		2.000	
					DEFENSE NATIONALE						
I	3	2	1	b	Clôture du camp de Tékou	7.500	2.000	5.500		7.500	
			3	b	Réalisation d'une piste d'envol à Lama-Kara	4.500	—	4.500		4.500	
					AFFAIRES ETRANGERES						
I	4	2	2	a	Achat d'un immeuble à Lagos	40.000	12.000		12.000	—	
						54.000	14.000	12.000	12.000	14.000	
					MINISTERE DE L'INTERIEUR						
	5	2	1	a	Construction du commissariat de police à Alakpamé et surélévation du commissariat de police à Palimé ..	12.250	10.000	2.250		12.250	
	5	3	1		Construction et équipement des bureaux et résidences de chefs de région	60.000	20.000		20.000	—	
						72.250	30.000	2.250	20.000	12.250	
					MINISTERE DES FINANCES, DE L'ECONOMIE ET DU PLAN						
	6	1			Construction et équipement d'hôtels ministériels et logements administratifs	50.000	25.000		25.000	—	
		1	1	b(n)	Travaux de réfection et d'aménagement divers du bâtiment du trésorier-payeur à Lomé et de l'ancien palais de la Présidence ..	20.000	—	10.000	—	10.000	
						70.000	25.000	10.000	25.000	10.000	
					TOTAL DU TITRE I	196.250	69.000	24.250	57.000	36.250	
					TRAVAUX PUBLICS						
II	2	1	2	a	Bitumage des rues de Palimé	50.000		30.000		30.000	
II	2	1	2	b	Aménagement et bitumage de la route Palimé-Klouto	40.000		20.000		20.000	
II	2	1	2	b(n)	Etude de la route d'accès au Pic Baumann du Mont Agou	1.515		1.515		1.515	
II	2	2		b	Contribution togolaise au capital de la CEB	9.000	9.000		9.000		
II	2	3	1	a	Extension de l'adduction d'eau de Lomé	71.935	30.000	11.935		41.935	
II		3		b	Etudes pour adduction d'eau des centres secondaires du Togo	50.000	20.000		20.000		
II	2	3	1	d(n)	Travaux d'aménagement du boulevard circulaire	416.066		284.000		284.000	
II	2	3		e	Aménagement route de l'aéroport de Lomé	196.000		65.000		65.000	
					à reporter	834.450	59.000	412.450	29.000	442.450	

Imputation					MINISTERES : OBJET DE DEPENSE	Autorisation de programme	Crédit de paiement				Gestion d'origine
Titre	Chap	Art.	Para	Rub.			Initial	En +	En +	Remanié	
II	4				Report	834.450	59.000	412.450	29.000	442.450	71/2
					b Acquisition d'une 1 ^{re} locomotive de 1.100 CV — soudure des rails sur la ligne du centre	25.380	2.880	7.500	—	10.380	
						25.380	2.880	7.500	—	10.380	
II	5				Société des télécommunications radio-électriques et téléphoniques (TRT) — CGCT fourniture, installation et entretien des centraux téléphoniques — Reconstruction, aménagement, renforcement et extension du réseau téléphonique — Bâtiment et équipement	218.205	80.000	53.205	—	133.205	
						218.205	80.000	53.205	—	133.205	
II	6	2	1	a	Construction de la nouvelle aérogare — Extension de l'actuel salon d'honneur de l'aérogare de Lomé	212.000	40.000	50.000		90.000	
						212.000	40.000	50.000		90.000	
II	9	2	3	b	Construction d'un hôtel à Palimé — Equipement de l'hôtel de Palimé	153.000	25.000	25.000		50.000	
					d(n) Construction de l'hôtel de la Paix à Lomé	360.350		139.705		139.705	
					a n Acquisition par l'Etat de l'immeuble bâtis à Palimé (circonscription de Klouto)	16.000		8.000		8.000	
TOTAL DU TITRE II ...						1.819.385	206.880	695.860	29.000	873.740	
Développement rural											
III	2	4		b (n)	Etude 2/3 de la zone café-cacao	3.750		3.750		3.750	
					d n) Construction d'un atelier de réparation des véhicules du service des pêches	750		750		750	
					b (n) Mise en place du réseau hydrologique	5.000		3.000		3.000	
III	5	7		b	Participation aux programmes régionalisés (Achat de 600 appareils (Solo SORAD des plateaux) — Installation du programme manioc SORAD maritime — Réalisation programme SORAD Kara)	150.000	30.000	12.500		42.500	
					c Projet forestier (PNUD)	36.960	7.000	5.000		12.000	
					TOTAL DU TITRE III						
PROGRAMME INDUSTRIEL — RECHERCHES MINIERES ET AUTRES INTERVENTIONS DE L'ETAT											
IV	1	3		a	Création d'un village artisanal	25.000	5.000		5.000		
						25.000	5.000		5.000		
					Participation au capital de sociétés d'économie mixte	326.203	45.710	126.203		171.913	
						326.203	45.710	126.203		171.913	
PROGRAMME DES MARCHES											
IV	1	1	1	a (n)	Réparation du grand marché d'Atakpamé	1.500		1.500		1.500	
					b (n) Construction du marché de Sokodé	50.000		25.000		25.000	
					c (n) Travaux de construction du nouveau marché de Vogon	7.495		4.495		4.495	
TOTAL DU CHAPITRE 5						58.995		30.995		28.995	
Total du titre IV						410.198	50.710	157.198	5.000	202.908	
Programme socio-culturel											
V	1	1	2	a	Aménagement du CHU	50.000	10.000		10.000		
					Construction d'une cuisine à l'hôpital de Lama-Kara	10.000	5.000		5.000		
					b Complément de l'équipement de l'hôpital de Lama-Kara	10.000	5.000		5.000		
V	4	2		a	Achèvement construction école sages-femmes de Lomé	7.160		3.000		3.000	
					b Equipement de l'école des sages-femmes	2.000		2.000		2.000	
					à reporter						

Imputation					Autorisation de programme	CREDIT DE PAIEMENT				Gestion d'origine
Titre	Chap.	Art.	Para.	Rub.		Initial	En +	En -	Remanié	
MINISTERES : OBJET DE DEPENSE										
										71/2
					Report	79,160	20,000	5,000	20,000	5,000
V	2	1		b	Construction cours complémentaires de Pya et Pagouda — Construction de classe (Enseignement primaire) ...	100,000	25,000	10,000		35,000
«	2	2		d	Construction des classes aux lycées et cours complémentaires	20,000	5,000	8,000		13,000
«		3			Aménagement de la salle d'imprimerie de l'école normale supérieure d'Ata- kpané	32,000	10,000	1,200		11,200
	3	1			Achèvement et équipement du centre communautaire de Lomé	152,000	40,000	19,200		59,200
		3			Protection de la Jeunesse	50,000	20,000	3,134		23,134
		4			Centre national de formation sociale ..	35,000	7,000	7,000		
						25,000	15,000	15,000		
						110,000	42,000	3,134	22,000	23,134
5	1			a	Etudes aménagement terrain de sports ..	10,000	5,000		5,000	
5	2			c(n)	Construction palais du congrès	600,000		600,000		600,000
						610,000	5,000	600,000	5,000	600,000
TOTAL DU TITRE V					951,160	107,000	627,334	47,000	687,334	
TOTAL GENERAL					3,573,453	470,590	1,529,642	138,000	1,862,232	
						1,391,642				

ORDONNANCE N° 53 du 29-12-71 portant création, organisation et administration de la société nationale d'investissement (S.N.I.) et des fonds annexes.

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE.

Vu les ordonnances n° 1 et 2 du 14 janvier 1967 ;
Vu les ordonnances n° 15 et 16 du 14 avril 1967 ;
Vu les prévisions budgétaires de l'exercice 1971 ;
Vu l'ordonnance n° 34 du 31 décembre 1970 portant plan quinquennal 1971-1975 ;

Sur proposition conjointe du ministre des finances, de l'économie et du plan et du ministre du commerce, de l'industrie et du tourisme ;

Le conseil des ministres entendu,

ORDONNE :

TITRE I — Société Nationale d'Investissement

Article premier — Il est créé une personne morale dotée de l'autonomie financière dénommée Société Nationale d'Investissement (S.N.I.), régie par la présente ordonnance et pour autant qu'il n'est pas contraire à ses dispositions, par le droit commun applicables aux sociétés anonymes.

La Société Nationale d'Investissement est soumise aux dispositions de la loi n° 65-14 du 21 juillet 1965 portant organisation de la profession bancaire sous réserve des dérogations qui lui sont concédées par décret en raison de la nature de ses fonctions, conformément à l'article 1 de ladite loi.

Art. 2 — La Société Nationale d'Investissement a pour objet la mobilisation des moyens financiers de l'épargne nationale et des investisseurs étrangers, publics ou privés, ainsi que des institutions financières internationales en vue de la réalisation d'investissements aptes à promouvoir le développement économique et social du Togo.

A cet effet, elle peut :

- exécuter ou faire exécuter toute étude économique, technique ou financière ;
- financer ou participer au financement des infrastructures indispensables au développement économique et social du Togo ;
- constituer des entreprises avec d'autres personnes physiques ou morales, de droit public ou privé, nationales ou étrangères ou internationales ;

— financer ou contribuer au financement par participation au capital, prêts ou avals, de toutes entreprises existantes ou à créer ;

— acquérir et céder des participations au capital d'entreprises privées ou d'économie mixte, togolaises ou étrangères ;

— consentir des avances ou donner sa garantie à des avances consenties sur nantissement de marchés de travaux publics ou de fournitures de l'Etat.

Art. 3 — La Société Nationale d'Investissement dispose du droit de préemption sur les participations librement mises en vente par ses partenaires.

Elle peut à tout moment rétrocéder tout ou partie des participations qu'elle détient à des nationaux togolais.

Art. 4 — La Société Nationale d'Investissement pourra acquérir les participations détenues par les collectivités, institutions et entreprises publiques dans le capital d'entreprises exerçant leur activité au Togo.

Art. 5 — Le siège de la Société Nationale d'Investissement est fixé à Lomé. Il ne peut être transféré en tout autre lieu que sur décision du conseil d'administration dûment approuvée par décret.

Art. 6 — La durée de la Société Nationale d'Investissement est illimitée. Toutefois, sa dissolution peut être prononcée par une loi.

Art. 7 — Le capital de la Société Nationale d'Investissement est constitué par une dotation initiale de 300 millions de francs CFA entièrement libérée à la constitution de la société. Ce capital sera porté à 500 millions dans les 6 mois suivant la création de la S.N.I. et pourra être augmenté par des dotations du budget de l'Etat, des apports en nature de valeurs mobilières ou d'immeubles appartenant à l'Etat et par incorporation des réserves constituées sur les bénéfices d'exploitation de la Société.

Les participations financières de l'Etat dans les entreprises publiques, para-publiques et privées rentrent dans le portefeuille de la S.N.I. qui en assure intégralement la gestion.

Art. 8 — La Société Nationale d'Investissement assure, conformément aux buts qui leur sont assignés, la gestion :

- du fonds national d'investissement (F.N.I.) ;